



Déclin de l'emploi agricole au Maroc : une réallocation vers des secteurs à faible productivité selon Bank Al-Maghrib

Déclin de l'emploi agricole au Maroc : une réallocation vers des secteurs à faible productivité selon Bank Al-Maghrib Les pertes d'emplois dans l'agriculture, aggravées par la sécheresse, ont principalement profité à des secteurs tertiaires à faible productivité, contrairement à d'autres pays où la diminution de l'emploi agricole a également dynamisé le secteur secondaire. C'est ce que révèle le rapport annuel 2023 de Bank Al-Maghrib, qui préconise un renforcement des écosystèmes industriels. Bank Al-Maghrib a dressé un constat alarmant concernant le marché de l'emploi au Maroc. Les emplois perdus dans l'agriculture ces dernières années ont été en grande partie absorbés par des activités tertiaires peu productives, comme l'indique la Banque centrale dans son rapport annuel de 2023. La Banque précise qu'après le lancement du Plan Maroc Vert, le secteur agricole a connu une forte croissance, avec une progression annuelle moyenne de 7,5 % entre 2008 et 2017, surpassant largement celle du PIB, qui n'a augmenté que de 3,8 %. Toutefois, à partir de 2018, cette tendance a marqué un ralentissement significatif, avec une croissance moyenne de seulement 0,3 % contre 2 % pour l'économie nationale. Conséquence de cette évolution, le secteur agricole a enregistré une perte annuelle moyenne de 15 000 emplois entre 2008 et 2017, et de 136 000 entre 2018 et 2023, soit une perte cumulée de près de 965 000 postes entre 2008 et 2023. La part de l'agriculture dans l'emploi global est ainsi passée de 37,8 % en 2008 à moins de 28 % en

2023. Ces contre-performances s'expliquent principalement par une succession d'années de sécheresse et par une augmentation du stress hydrique. Bien que l'agriculture contribue en moyenne à 10,6 % du PIB et reste un important pourvoyeur d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population, elle est extrêmement sensible aux conditions climatiques, comme le souligne le rapport. La Banque centrale rappelle également que, selon la Banque mondiale, ces transformations pourraient conduire à la migration de 1,9 million de Marocains vers les zones urbaines d'ici 2050, représentant 5,4 % de la population totale. Entre 2008 et 2023, parallèlement aux pertes d'emplois agricoles, le secteur tertiaire a vu ses effectifs augmenter de 1,3 million de personnes, dont 26 % dans le commerce, et le BTP a également recruté 288 000 travailleurs. En revanche, le secteur industriel, y compris l'artisanat, a perdu 32 000 emplois sur la même période. Ces évolutions montrent que la réallocation des emplois agricoles a surtout bénéficié à des activités de services à faible productivité, tandis que les efforts de création d'emplois dans l'industrie, y compris l'artisanat, sont restés en deçà des ambitions des stratégies industrielles mises en place depuis 2005, souligne Bank Al-Maghrib. Cependant, la Banque centrale observe que la baisse de l'emploi agricole est un phénomène mondial, avec une diminution de 7,4 points entre 2008 et 2022 selon les données de la Banque mondiale. Contrairement au Maroc, dans de nombreux pays, cette baisse a profité à la fois aux secteurs secondaire et tertiaire. L'Organisation internationale du travail (OIT) explique cela en partie par le niveau d'éducation relativement élevé des travailleurs agricoles dans ces pays, facilitant leur transition vers d'autres secteurs productifs. Ainsi, en 2022, la proportion des employés agricoles ayant un niveau d'éducation moyen ou supérieur était de 33,1 % en Égypte, 35,7 % au Ghana et 63,2 % au Nigéria, contre moins de 25 % au Maroc. À partir de ces constats, les auteurs du rapport tirent deux enseignements pour le Maroc. Premièrement, ils recommandent aux autorités de renforcer leurs efforts en matière de politiques d'atténuation et d'adaptation face aux impacts inévitables du changement climatique sur l'emploi agricole, notamment en adoptant des techniques agricoles climato-intelligentes déjà éprouvées dans d'autres pays. Parallèlement, le Maroc doit continuer à promouvoir le développement d'activités à haute productivité pour offrir des alternatives à la main-d'oeuvre libérée de l'agriculture. Pour y parvenir, la création d'écosystèmes industriels constitue une initiative prometteuse qui doit être renforcée, accompagnée d'investissements pour améliorer le capital humain afin de faciliter la réallocation des travailleurs vers d'autres secteurs. Le 15/08/2024
Rédaction de l'AMDGJB Géoparc Jbel Bani